Manifestation du 5 novembre 2026 à Arles
Prise de parole Union Locale CGT
Nicolas BOURCY, Secrétaire Général

Après le succès de la journée de grève et de mobilisation dans la Fonction publique du 29 septembre, après le succès des journées de grève et de mobilisation des 6 et 13 octobre, après les nombreuses mobilisations notamment dans l'Energie et la Santé le 15 septembre, après les mobilisations des lycéens et étudiants depuis plus d'un mois, l'intersyndicale interprofessionnelle CGT/FSU/SOLIDAIRES/FO/CFDT/CFECGC/CFTC/ UNSA, appelle l'ensemble des salariés du public comme du privé, des jeunes et des retraités, des privés d'emploi, à franchir une nouvelle étape en étant en grève et dans les manifestations aujourd'hui 5 novembre.

Le bilan des deux quinquennats Macron est sans appel ! La France est en cours de paupérisation, tout augmente sauf les salaires et les pensions qui ne permettent plus de vivre dignement, les jeunes n'ont plus de perspectives, nos libertés individuelles et collectives ont été bafouées. Seul le grand patronat peut se satisfaire des politiques menées par Macron, tant il leur a permis d'accaparer les richesses produites par les travailleuses et les travailleurs. Depuis la rentrée, la CGT s'inscrit dans un mouvement social d'ampleur qui réclame d'autres choix politiques et une autre répartition des richesses.

Le projet de budget pour 2026 tourne le dos à la jeunesse et à ses revendications légitimes. Les choix du gouvernement vont encore peser sur nos vies et nos droits : se soigner correctement, vivre dignement de son salaire ou de sa pension, compter sur des services publics de pleine compétence et accessibles sur tout le territoire… ce sont des droits essentiels à garantir, pas des économies à réaliser !

La situation actuelle n'est pas due au niveau des dépenses sociales, qui sont utiles pour toutes et tous, mais aux milliards d'euros de recettes dont on se prive en faisant des cadeaux aux ultra-riches et aux grandes entreprises, sans aucune utilité sociale.

Ainsi, les aides publiques aux grandes entreprises, sans contrôles ni contreparties, ont fortement progressé et atteignent 211 milliards d'euros par an. Les sommes versées aux actionnaires battent des records, avec plus de 60 milliards d'euros pour le CAC 40.

Dans le même temps, des milliards sont dépensés pour la guerre et les marchands de canons.

C'est donc un budget de guerre sociale qu'on nous prépare !

Et la guerre qu'ils nous mènent, c'est aussi la répression, d'un niveau jamais atteint, et c'est aussi les interdictions de manifester.

Le gouvernement a fait ses choix, à nous d'imposer les nôtres, pour la paix et le progrès social. Dans les Bouches-du-Rhône, des milliers d'emplois sont menacés, dans l'industrie, la Poste, l'agro-alimentaire, la CPMM ou la Chimie, avec les conséquences sur l'activité portuaire, dans les fonctions publiques, dans le secteur social ou dans le commerce : pas un secteur n'est épargné !

Le blocage des profits est la violence la plus radicale que nous pouvons infliger au capital. C'est par la grève massive que nous mettrons le patronat et le gouvernement sous pression et que nous gagnerons sur nos revendications et celles de la jeunesse. C'est par la grève que nous obtiendrons les augmentations de salaires et pensions indispensables pour vivre dans de bonnes conditions. C'est par la grève que nous gagnerons les budgets pour nos services publics et les financements pour notre Sécurité Sociale. La riposte doit être collective :

- pour l'augmentation des salaires et des pensions,
- pour une politique industrielle créatrice d'emplois,
- pour des moyens pour les Services Publics,
- pour une Sécurité Sociale à la hauteur des besoins des populations,
- pour un droit du travail qui protège et qui assure de nouveaux droits aux salariés,
- contre la criminalisation de l'action syndicale.

Consciente de la volonté du pouvoir et de l'extrême droite d'instrumentaliser la violence, la CGT appelle à l'organisation de manifestations pacifiques. La CGT rappelle que le maintien de l'ordre public est une prérogative de l'Etat, ce qui nécessite de changer en profondeur de stratégie de maintien de l'ordre et de mettre un terme à la répression dont ont été victimes des milliers de manifestantes et manifestants, des mineurs pour la plupart. Et il faut abroger la loi casseurs/payeurs !

L'extrême droite qui promet, si elle arrive au pouvoir, de diriger le pays main dans la main avec le MEDEF (tout comme Macron), et qui menace de couper les subventions publiques à la CGT ! Cela nous rappelle les attaques des municipalités d'extrême droite contre les locaux des organisations syndicales, comme à Carcassonne, Bagnols sur Cèze, ou plus près de nous Tarascon ! Cela nous rappelle les attaques des municipalités d'extrême droite contre les subventions aux associations culturelles ! Cela nous rappelle aussi la municipalité d'Arles, qui elle aussi s'attaque aux locaux historiques de la CGT et à sa subvention, la municipalité d'Arles qui elle aussi s'attaque aux subventions des associations culturelles !

En cette période cruciale, et fidèle à sa visée de transformation sociale, la CGT est déterminée à assumer ses responsabilités. Dans l'unité la plus large possible, elle œuvrera à ce que le monde du travail et les jeunes amplifient la mobilisation pour gagner sur leurs revendications : par la généralisation de la grève, unis et déterminés, nous pouvons gagner !